

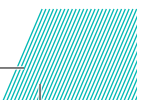


POLICY PAPER DU COLLOQUE SOUS-REGIONAL SUR LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX

" RELIGION ET MIGRATION "

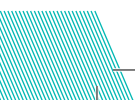
7^{ème} édition du 25 au 26 juin 2024

Rédigé par Dr FLAN Moquet César
Directeur du Centre de Recherche Politique d'Abidjan (CRPA)



**POLICY PAPER
DU COLLOQUE SOUS-REGIONAL
SUR LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX**

" RELIGION ET MIGRATION "



RELIGION ET MIGRATION : DE LA NECESSITE DE RENFORCER L'ACTION DES RELIGIEUX FACE AUX ENJEUX INHERENTS A LA MIGRATION

Introduction

Les migrations constituent un phénomène majeur de notre époque, touchant près de 281 millions de personnes à travers le monde¹. Face à cette réalité complexe et multidimensionnelle, les communautés religieuses sont appelées à jouer un rôle essentiel. La dimension spirituelle et morale de la migration soulève de nombreux défis auxquels les religieux sont confrontés. Il est donc nécessaire d'examiner l'action menée par ces derniers afin d'en faire le bilan et de formuler des recommandations pour optimiser les résultats de leur engagement dans ce domaine.

I. Bilan de l'action des religieux face aux défis de la migration

Les religieux sont engagés pleinement pour faire face aux multiples défis de la migration. Cet engagement s'exprime aussi bien au niveau de prévention que de la gestion et de la prise en charge des migrants. Le bilan des actions menées par les religieux révèle des aspects positifs. Cependant, il y a des défis à relever.

1. Les acquis de l'action des religieux dans la prévention et l'adressage des défis soulevés par la migration

Les acteurs religieux jouent depuis longtemps un rôle important d'assistance auprès des migrants². Le rôle spécifique des acteurs religieux inclut la mobilisation de ressources financières, la fourniture de dons en nature (comme des vêtements et des meubles), et l'engagement bénévole de leurs membres pour aider les immigrants dans divers aspects de leur intégration, tels que l'accueil, l'accompagnement dans les services administratifs, et l'enseignement de la langue³.

Dans les migrations sud-sud, les lieux de culte (mosquées, églises, temples, etc.) servent généralement de premier centre d'accueil pour les migrants. De plus, ils offrent un soutien psychologique et émotionnel, contribuant au bien-être des immigrants en créant des espaces de solidarité et de lien social⁴. En sus, les groupes religieux agissent comme des intermédiaires entre les migrants et les institutions gouvernementales, facilitant l'accès à des services publics et à des informations nécessaires pour naviguer dans la société d'accueil⁵. Ces acteurs encouragent généralement les migrants à s'investir dans la société d'accueil, en les présentant comme des acteurs sociaux contribuant positivement à la prospérité et à la diversité culturelle du pays d'accueil.

On s'aperçoit ainsi que les acteurs religieux sont impliqués en amont de l'insertion des migrants ; ce qui dénote d'une implication peu ou prou des religieux dans la gestion de la migration.

1 McAuliffe, M. and L.A. Oucho (eds.), World Migration Report 2024. International Organization for Migration (IOM), Geneva, p. 4

2 Propos du Pasteur Akmel Akpa Marcelin dans son intervention au colloque sur le dialogue interreligieux, 7^e édition tenue les 25 et 26 juin 2024

3 McAuliffe, M. and L.A. Oucho (eds.), World Migration Report 2024. International Organization for Migration (IOM), Geneva, P. 20.

4 Ibid, p10.

5 Voir Mossière, Géraldine. « Le rôle des groupes religieux dans l'intégration des immigrants. », Vivre Ensemble. Centre justice et foi, .2 septembre 2012, PDF, p2.

Les associations religieuses telles que le Secours Catholique Caritas ou l'Association Notre-Dame de Fatima interviennent auprès des migrants, dans les zones de tension afin de leur apporter assistance. Caritas s'attaque directement aux questions sur la migration. Son travail consiste à conseiller et à protéger tous les migrants – hommes, femmes et enfants – pour empêcher le trafic et les mauvais traitements. Elle mène surtout des actions interreligieuses et participatives pour favoriser l'intégration des migrants par le développement économique local⁶.

In fine, dans le contexte de la migration, les barrières linguistiques et sociales sont généralement les premières difficultés que doivent surmonter les migrants. La passerelle religieuse constitue le pont idéal pour s'insérer dans son lieu d'accueil au vu des valeurs de tolérance, d'acceptation de l'étranger, d'hospitalité et de pardon que promeuvent les religieux par le biais des guides religieux⁷.

2. Les défis rencontrés par les religieux dans leur engagement face aux enjeux de la migration

Malgré leur rôle essentiel dans l'accompagnement des migrants, les communautés religieuses sont souvent tenues à l'écart des processus décisionnels politiques relatifs à la problématique migratoire⁸. Leurs voix et leurs expertises sont rarement prises en compte lors de l'élaboration des politiques publiques, les décideurs politiques préférant s'appuyer sur des avis d'experts « neutres » ou sur des considérations électoralistes ou alors par sous-estimation de leur contribution⁹. Cette mise à l'écart des religieux dans les processus décisionnels se traduit par des politiques publiques qui ne répondent pas toujours aux réalités du terrain et aux besoins concrets des migrants, faute d'une compréhension fine des enjeux par les décideurs. Elle contribue également à alimenter un sentiment de défiance et de frustration au sein des communautés religieuses, qui peinent à faire entendre leur voix et à influencer les choix politiques. Comme relevés lors du colloque du dialogue interreligieux, cette mise à l'écart est préjudiciable avec un manque de données et de statistiques fiables sur les migrations.

Dans le même temps, bien que de nombreuses organisations religieuses soient impliquées dans l'accueil et l'accompagnement des migrants, leur action manque souvent de coordination à l'échelle locale, nationale et internationale. Chaque communauté religieuse tend à agir de manière isolée, sans réelle concertation avec les autres. Cela se traduit par un manque de mutualisation des ressources, des compétences et des bonnes pratiques, limitant ainsi l'impact global de leur intervention. Les travaux en atelier¹⁰ ont également pointés du doigt les défis liés à la communication, précisément aux prédications des guides religieux sur les conséquences de la migration illégale. En parallèle, l'impact sur les communautés d'accueil (logement, services sociaux de bases, emplois, etc.) reste également une question à résoudre.

Un dernier défi réside dans la transformation des flux migratoire en capital humain capable d'impacter positivement le développement du pays d'accueil¹¹.

6 Propos du Révérend Père Raymond Goudjo (Directeur National de la Caritas, Bénin) lors du colloque sur le dialogue interreligieux 7e édition, Abidjan-Plateau, 25 et 26 juin 2024.

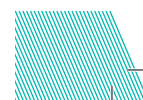
7 Propos du Pasteur Patrick Klossail dans sa prise de parole au colloque du dialogue interreligieux 7e édition.

8 Voir Mancilla, Alma, « Religion dans l'espace public et régulation politique : le parcours de la notion de laïcité dans le discours étatique québécois. », Recherches sociographiques, vol. 52, no. 3, 2011, pp. 479-502.

9 Mossière, Géraldine. « Le rôle des groupes religieux dans l'intégration des immigrants. », OP. Cite p. 13

10 Des groupes formés par les participants au dialogue interreligieux étaient invités à plancher sur des sous-thèmes spécifiques en vue d'approfondir le thème général du colloque « Religion et Migration » Leurs travaux ont servi également de base pour la rédaction de ce Policy Paper.

11 Propos du groupe 1 lors du colloque sur le dialogue interreligieux, 7e édition tenue les 25 et 26 juin à Abidjan.



II. Recommandations en vue du renforcement de l'action des religieux face à la migration

Pour mieux adresser les défis migratoires actuels et futurs, il convient de renforcer la structuration de l'intervention de diverses manières. Trois axes d'action principaux peuvent être identifiés afin d'optimiser la contribution constructive de ces acteurs.

1. Renforcer la synergie d'action entre les acteurs religieux, institutionnels et la société civile

Comme l'a souligné le Pasteur Patrick Klossail, une complémentarité entre religieux, société civile et pouvoirs publics est indispensable afin de renforcer conjointement la gestion publique des questions migratoires¹².

En effet, les lieux de culte, qu'il s'agisse d'églises, de mosquées ou de temples, jouent souvent un rôle essentiel dans l'accueil et l'accompagnement des migrants¹³. Ils constituent des espaces de solidarité, de partage et de réconfort pour les personnes déplacées, qui y trouvent un soutien matériel, social et spirituel. Cependant, cette fonction d'accueil n'est pas toujours connue ou reconnue par les autorités publiques. Il est donc important que les guides religieux et les pouvoirs publics travaillent en synergie afin que les premiers puissent informer régulièrement les seconds des nouveaux arrivants qu'ils accueillent dans leurs lieux de culte. Cette démarche permettrait une meilleure connaissance des flux migratoires et faciliterait la mise en place de politiques d'accueil et d'intégration adaptées. Dans une autre mesure, tous les acteurs, notamment les guides religieux de toutes les religions doivent s'impliquer activement dans la prise en charge des migrants (accueil, sensibilisation, insertion, etc.).

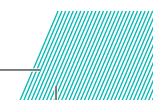
Les décideurs politiques devraient systématiquement consulter les représentants des différentes confessions religieuses afin de bénéficier de leur expertise de terrain¹⁴ et de leurs connaissances approfondies des réalités vécues par les migrants. Cela permettrait d'élaborer des politiques plus adaptées aux besoins concrets des populations migrantes. De par leur implication auprès des populations migrantes, les communautés religieuses ont développé une connaissance approfondie des problématiques vécues au quotidien par les nouveaux arrivants. Qu'il s'agisse des difficultés administratives et sociales liées aux démarches d'asile, ou des vulnérabilités spécifiques de certains groupes comme les familles, les femmes ou les mineurs isolés, leur expertise de terrain se révèle inestimable.

Contacté systématiquement les religieux en amont des processus décisionnels permettrait d'intégrer ces éclairages qualitatifs afin de moduler au plus près des réalités les objectifs, mesures et budgets publics dédiés. Cela faciliterait l'identification des axes prioritaires d'action et le ciblage optimal des dispositifs et structures de prise en charge. En outre, cette concertation préalable contribuerait à renforcer l'appropriation et la légitimité des politiques publiques auprès des populations visées. La parole des guides religieux étant souvent écoutée au sein de leurs communautés, leur implication en amont validerait la pertinence des orientations retenues.

12 Propos tenus lors du colloque sur le dialogue interreligieux, 7^e édition tenue les 25 et 26 juin 2024 à Abidjan.

13 Propos de Mariama Ciré DIALLO lors de la 7^e édition du colloque sur le dialogue interreligieux, op. cit.

14 Propos des participants d'Abidjan (groupe 4) lors de la 7^e édition du colloque du dialogue interreligieux.



2. Renforcer les capacités des guides religieux sur les enjeux actuels de la migration

Les flux migratoires ont connu d'importants bouleversements ces dernières années, complexifiant les problématiques auxquelles sont confrontés les migrants. Or face à ces évolutions, les connaissances des guides religieux nécessitent d'être actualisées afin qu'ils puissent continuer à apporter un soutien de qualité.

Il convient donc de mettre en place un programme pérenne de formation continue à leur intention. Des modules dédiés au droit des étrangers, à la psychologie du traumatisme ou encore aux dispositifs de santé permettraient d'élargir leurs compétences. Financées conjointement par les cultes et les pouvoirs publics, ces sessions validées garantiraient des savoirs adéquats.

Au niveau local, des ateliers pratiques animés par des associations spécialisées pourraient compléter l'approche. Échanges d'expériences et mise en situation favoriseraient l'appropriation des concepts clés comme la médiation culturelle.

Par ailleurs, le développement de ressources numériques dédiées faciliterait l'accès à l'information¹⁵ en tout temps. Vidéos, capsules ou dossiers thématiques téléchargeables complèteraient utilement la formation initiale.

Ainsi outillés, les guides religieux seraient à même de répondre de manière optimale aux défis protéiformes de la migration pour le plus grand bénéfice des personnes migrantes et des sociétés d'accueil. Renforcer leur professionnalisme constitue assurément un levier d'action porteur d'avenir.

Enfin, il est essentiel de former les guides religieux sur les questions liées à l'exploitation et à la traite des migrants afin qu'ils puissent pleinement assumer leur rôle de protection et de défense des personnes les plus vulnérables, et qu'ils ne soient pas eux-mêmes responsables de ces abus¹⁶. Les migrants, en raison de leur situation précaire et de leur isolement social, sont particulièrement exposés aux risques d'exploitation, de travail forcé ou de traite. Or, les guides religieux, de par leur influence et leur proximité avec les communautés migrantes, peuvent jouer un rôle déterminant dans la prévention et la dénonciation de ces pratiques immorales et illégales.

Les guides religieux jouissent d'une influence et d'une autorité morale importante au sein de leurs communautés respectives. Leur rôle est essentiel pour transmettre des messages de prévention et d'information auprès de populations vulnérables, souvent tentées par la migration clandestine¹⁷ dans l'espoir d'une vie meilleure. En effet, de nombreux migrants potentiels sous-estiment les risques réels liés à la migration irrégulière, tels que les violences, l'exploitation, les abus ou même la mort. Ils sont également mal informés sur les conditions de vie difficiles qui les attendent à l'étranger. C'est pourquoi, il est primordial d'encourager les guides religieux à sensibiliser leurs fidèles sur ces réalités¹⁸ afin de les dissuader d'emprunter des voies migratoires dangereuses et illégales. Surtout, ils devront sensibiliser les fidèles sur la priorisation des migrations légales en insistant sur les avantages de cette migration légale mais aussi en démystifiant la pensée de l'eldorado que constituerait l'Europe selon les fidèles¹⁹.

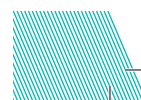
15 Propos des participants du Bénin lors de la 7e édition du colloque sur le dialogue interreligieux.

16 Propos du groupe 4 (Abidjan) lors des travaux de groupe de la 7e édition du dialogue interreligieux.

17 Sur cette question, les participants du Togo, lors du dialogue interreligieux relèvent le fait que des religieux incitent souvent les fidèles au voyage. Cette sensibilisation devra être orientée également vers cet aspect, notamment sur la clandestinité qui conduit à la mort.

18 Propos des participants du Bénin lors du colloque sur le dialogue interreligieux qui s'est tenu les 25 et 26 juin à Abidjan

19 Propos des participants du Bénin lors du colloque sur le dialogue interreligieux 7e édition.



Les guides religieux peuvent notamment organiser des sessions d'information et de discussion au sein de leurs lieux de culte, aborder ces questions lors de leurs prêches ou homélies, ou encore diffuser des supports de communication adaptés. Ils peuvent également s'impliquer dans des campagnes de sensibilisation plus larges, en collaboration avec les autorités locales et les organisations spécialisées. Au-delà de la simple transmission d'informations, ces acteurs sont capables de jouer un rôle essentiel dans l'accompagnement et le soutien des migrants de retour dans leurs communautés d'origine. Leur rôle de médiateurs sociaux et spirituels peut s'avérer déterminant pour faciliter la réinsertion et la résilience de ces personnes souvent traumatisées par leur expérience migratoire. Pour terminer, les guides religieux doivent recentrer la prédication sur les missions premières des religions qui sont l'entraide et la solidarité²⁰ afin de promouvoir auprès des fidèles l'acceptation de l'Autre et la tolérance.

3. Intégrer la migration dans les stratégies de développement national et sectoriel

La région ouest-africaine est caractérisée par une forte dynamique migratoire. Il paraît alors impérieux de prendre en compte cette donnée dans les stratégies de développement durable²¹. Les migrations y représentent effectivement un levier potentiel pour le développement socio-économique régional. Néanmoins, les potentiels apports des migrations au progrès local et transfrontalier ne sont que partiellement mis à profit.

Si les États ouest-africains ont développé une coordination au sein des cadres comme la CEDEAO, la gouvernance des flux migratoires reste perfectible, entre et au sein des pays.

Il convient désormais d'approfondir la prise en compte systématique des interactions migrations-développement dans l'élaboration des politiques sectorielles nationales et supranationales. Un cadre d'action cohérent sur l'ensemble de l'espace communautaire permettrait d'optimiser les retombées des mobilités humaines.

L'intégration de la variable migratoire dans les stratégies ouest-africaines concernant par exemple la formation professionnelle transnationale, la mobilité rurale, la scolarisation ou le financement de la diaspora, apparaît prometteuse. Cette intégration signifie également qu'il faut nécessairement dédier un financement à toutes ces actions qui sans quoi, ne peuvent aboutir au résultat escompté.

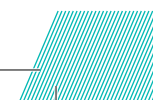
4. Plaidoyer des participants au colloque du dialogue interreligieux en vue d'une meilleure gestion de la crise migratoire

Il apparaît nécessaire de réunir de façon régulière l'ensemble des acteurs étatiques, religieux, de la société civile et partenaires techniques au sein d'instances de concertation formelles. Cette mobilisation autour de ces plates-formes de dialogue permettrait d'harmoniser les interventions des différentes parties prenantes en synergie avec les priorités nationales.

Les ministères concernés sont invités à accélérer, de manière participative, l'élaboration d'une stratégie migratoire nationale clarifiant les cadres légaux et les mécanismes de protection des migrants. Les partenaires techniques et financiers sont appelés à renforcer leur soutien technique et financier aux programmes de réinsertion socio-économique après rapatriement, en complémentarité avec les acteurs locaux. Les guides religieux sont encouragés à structurer leur intervention en matière de sensibilisation et

²⁰ Voir les actes du Colloque sur le dialogue interreligieux, 7^e édition.

²¹ Propos du rapporteur du groupe 3 (Abidjan) lors du colloque sur le dialogue interreligieux 7^e édition.

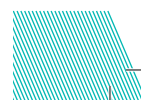


de pastoralisme migratoire, notamment à travers la mise en place de cellules et formations spécialisées au sein de chaque culte.

La société civile doit intensifier ses campagnes d'information sur les risques liés à l'exil clandestin et promouvoir les filières migratoires sûres et réglementées. Une mise en œuvre coordonnée de ces recommandations contribuerait ainsi à l'élaboration d'une politique migratoire inclusive.

Conclusion

La contribution des communautés religieuses à la prévention et la gestion des défis migratoires actuels se révèle importante. Toutefois, elle mérite d'être renforcée. En effet, au regard des défis persistants, le renforcement de l'action des religieux aux côtés des pouvoirs publics, des partenaires internationaux, des communautés locales et de la société civile permettra d'apporter des réponses durables face aux enjeux et défis de la migration. Les recommandations formulées mériteraient d'être concrétisées de manière concertée et progressive.



Mentions légales

Publié par :

Konrad-Adenauer-Stiftung
Programme Régional pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest
08 Abidjan/Côte d'Ivoire, Cocody Lycée Classique, Rue Flamboyant (Ancien CECOS)
08 BP 4134 Abidjan
Côte d'Ivoire

T : + 225 27 22 48 18 00

E : info.pdwa@kas.de

www.kas.de/westafrika

Facebook: @kas.pdwa

Twitter: @kas_Abidjan

Gestion du Colloque : Kevin ANVO, Chargé de Programme KAS
Design : Konrad-Adenauer-Stiftung, Abidjan, Côte d'Ivoire

Mise en page et impression : YOKA-Prest, Abidjan, Côte d'Ivoire

Rédigé par : Dr FLAN Moquet César, Directeur du CRPA

Cette publication est réalisée avec le soutien financier de la Konrad-Adenauer-Stiftung, Programme régional pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest, Abidjan. Les propos tenus dans cette publication ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la Konrad-Adenauer-Stiftung.

Ce document est une publication à source ouverte. Des parties de cette publication peuvent être reproduites ou citées à condition que le détenteur du droit d'auteur soit pleinement reconnu comme source de cette publication. Cette publication est mise à disposition gratuitement. Toute reproduction commerciale nécessite l'autorisation préalable de la Konrad-Adenauer-Stiftung. La Konrad-Adenauer-Stiftung, le Centre de Recherche Politique d'Abidjan et l'Ambassade de l'Etat d'Israël en Côte d'Ivoire apprécieraient de recevoir une copie de tout matériel dans lequel le texte ou les illustrations de cette publication sont utilisés.

Comment citer cette publication : Konrad-Adenauer-Stiftung (Ed.) : COLLOQUE SUR LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX – *RELIGION ET MIGRATION*, 7^{ème} édition, Policy Paper du Colloque, 25-26 juin 2024, rédigé par le Centre de Recherche Politique d'Abidjan (CRPA), octobre 2024, 11 pages.

